

Questions orales

M. Nystrom: Je n'ai rien contre les Américains, mais je tiens à défendre les intérêts du Canada.

L'INTERPRÉTATION DE L'ACCORD

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, le premier ministre n'a même pas pu tenir ses promesses à l'égard des agriculteurs du pays relativement aux subventions, lors du Sommet économique. Dans le document de Clayton Yeutter, on précise que les articles 705, 706 et 707 restreindraient les pouvoirs des offices de commercialisation canadiens. Étant donné que le premier ministre a déclaré que rien dans l'accord ne réduirait les pouvoirs des offices de commercialisation, comment se fait-il que le gouvernement ne proteste pas contre l'interprétation de l'accord commercial que font les Américains alors qu'ils jugent que cet accord va restreindre les pouvoirs des agriculteurs canadiens? Pourquoi n'intervenez-vous pas pour défendre la cause des agriculteurs canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, l'interprétation que l'on doit faire de l'accord commercial est bien exposée dans le projet de loi dont la Chambre est saisie. Pourquoi le député ne se penche-t-il pas sur ce projet de loi, plutôt que sur des documents bidons qui circulent aux États-Unis?

* * *

● (1440)

LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

LA SÉCURITÉ DES ÉPARGNES DES INVESTISSEURS

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Les Canadiens qui ont sagement économisé et investi leur argent sont de plus en plus inquiets au sujet de la sécurité de leurs placements, surtout des certificats de placement garantis. Le gouvernement doit prendre l'affaire en main et dire au public quels placements sont assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada et lesquels ne le sont pas.

Le ministre peut-il dire aux épargnants et aux investisseurs canadiens quand leur argent est en sécurité et quand il ne l'est pas?

Une voix: Ne donnez pas votre argent aux libéraux.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): C'est de la provocation, monsieur le Président. Le chef de l'opposition me demande si je placerais de l'argent dans les obligations de la victoire libérale. Elles ne sont pas assurées par la SADC et je doute qu'il s'agisse de placements très sûrs.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Monsieur le Président, pour répondre à la question du député, je signale que les CGI sont couverts par la SADC, la Société d'assurance-dépôts du Canada, à concurrence de 60 000 \$ pour autant qu'ils viennent à échéance dans cinq ans au plus.

Mme Copps: Merci pour ces renseignements. *Le Feuilleton!*

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Pour répondre au deuxième volet de la question du député, je signale que la SADC lance une campagne avec l'aide de ses organismes affiliés, pour s'assurer que l'on dise aux investisseurs qui placent de l'argent dans des certificats et autres instruments d'épargne émis par ces sociétés lesquels sont assurés par la SADC et lesquels ne le sont pas.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'ACHAT DE SOUS-MARINS NUCLÉAIRES—L'ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI DEVANT LE PARLEMENT

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Devant le Parlement hier, le premier ministre conservateur de la Grande-Bretagne n'a pas ménagé ses efforts pour donner bonne presse au gouvernement conservateur du Canada. Faut-il comprendre que l'achat des sous-marins britanniques est le prix que devront payer les Canadiens pour cet appui intempestif en faveur de l'Accord de libre-échange?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, les députés d'en face n'aiment peut-être pas ce qu'a dit M^{me} Thatcher, mais la vérité est la vérité. Il se trouve que l'accord de libre-échange canado-américain est une fort bonne chose pour notre pays.

M. Turner (Vancouver Quadra): Combien avez-vous payé ce discours?

M. Beatty: La marine dressera le bilan des caractéristiques des deux modèles à l'étude compte tenu des besoins du Canada. Elle soumettra ensuite sa recommandation au Cabinet.

M. Hopkins: Monsieur le Président, je comprends qu'il soit difficile pour le gouvernement de se faire encenser un jour et conspuer, à juste titre, le lendemain.

LA DÉCISION SUR LE CHOIX D'UN SOUS-MARIN

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Le premier ministre a-t-il parlé de l'achat éventuel des sous-marins britanniques avec M^{me} Thatcher pendant le Sommet? A-t-il été question du discours que M^{me} Thatcher prononcerait devant le Parlement? Je redemande encore au vice-premier ministre si le prix de cette intervention est l'achat des sous-marins britanniques? Ou se pourrait-il que la bonne vieille mère-patrie soit venue requinquer son pauvre petit premier ministre du Canada?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): C'est un plaisir de voir que, même après avoir essayé une catastrophe aux élections partielles cette semaine, les libéraux savent garder le sens de l'humour, sauf peut-être le chef de l'opposition.